

19^{ème} session du Conseil des droits de l'Homme

Dialogue interactif avec le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'Homme en Birmanie

Intervention du Représentant permanent de la France
(Genève, 12 mars 2012)

Mme la Présidente,

La France s'associe à la déclaration de l'Union européenne.

Je tiens tout d'abord à remercier M. Quintana pour la présentation de son rapport et la qualité de celui-ci. Nous notons avec satisfaction que M. Quintana a pu se rendre en Birmanie, ainsi que l'engagement d'un dialogue constructif avec le gouvernement birman.

M. le Rapporteur,

Nous nous félicitons du processus d'ouverture et de démocratisation engagé en Birmanie. Le Ministre d'Etat français, M. Alain Juppé, s'est rendu en Birmanie au mois de janvier dernier et a pu mesurer l'ampleur des changements en cours. A cette occasion, il a pu saluer la libération de nombreux prisonniers politiques, mesure que la France a sans relâche appelé de ses vœux au cours de ces dernières années.

Il reste néanmoins encore un long chemin à parcourir à la Birmanie pour mener à son terme le processus de transition vers la démocratie. Comme vous le soulignez dans votre rapport, des violations importantes des droits de l'Homme persistent et un retour en arrière reste possible.

La France exhorte le gouvernement birman à engager un dialogue avec toutes les parties concernées, afin d'identifier le nombre de prisonniers politiques restants. Nous appelons par ailleurs à la libération inconditionnelle et sans délai de ces prisonniers.

La France a pris note de l'engagement pris par le gouvernement birman d'entamer avec les minorités ethniques des négociations relatives à un cessez-le-feu. Nous appelons à la cessation des violations des droits de l'Homme notamment dans les zones de conflits, où les populations civiles sont les premières victimes de ces exactions, et à un accès sans entrave des acteurs humanitaires.

La réalisation d'enquêtes crédibles et indépendantes sur les violations passées et présentes s'impose afin de traduire les responsables des exactions en justice et de permettre une réconciliation. Quel serait selon vous le meilleur moyen pour atteindre cet objectif et quel doit être le rôle de la communauté internationale à ce propos?

Nous devons accompagner le changement birman et l'action du Rapporteur spécial, à cet égard, est essentielle. La France appelle donc tous les Etats membres du Conseil des droits de l'Homme à se prononcer en faveur du renouvellement de votre mandat lors de la présente session.

Je vous remercie./